

Unité Interdépartementale 39-71  
37 Bd Henri Dunant  
71000 Mâcon

Mâcon, le 18/12/2025

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/11/2025

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **CHIMIREC CENTRE-EST (SAS)**

830 avenue Edgar Faure  
ZAC Les Toupes  
39570 Montmorot

Références : FV/VV/2025/M\_265  
Code AIOT : 0012100033

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/11/2025 dans l'établissement CHIMIREC CENTRE-EST (SAS) implanté Route de Bletterans 9 Zone Artisanale Les Toupes 39570 Montmorot. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La société Chimirec réalise sur son site de Montmorot des opérations de collecte, tri, transit, regroupement et pré-traitement de déchets dangereux et non dangereux d'activités économiques. Elle bénéficie d'un arrêté d'autorisation du 15 avril 2009.

La présente inspection s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'Inspection des installations classées.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CHIMIREC CENTRE-EST (SAS)
- Route de Bletterans 9 Zone Artisanale Les Toupes 39570 Montmorot
- Code AIOT : 0012100033
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'activité consiste essentiellement dans la massification des déchets collectés avant envois vers des filières de gestion.

#### Thèmes de l'inspection :

- Air
- Eau de surface

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'exploitant a transmis par courrier du 13 octobre 2025, un porter à connaissance pour la modification de son site. Le projet consiste essentiellement à l'extension du site afin d'y déplacer son activité de gestion des déchets non dangereux et améliorer la gestion globale des flux de déchets sur le site.

L'Inspection considère que la modification ne constitue pas une modification substantielle et qu'elle peut être mise en œuvre sous la responsabilité de l'exploitant qui devra respecter la réglementation applicable et sous réserve du déplacement de la zone de stockage des plastiques broyés afin qu'elle n'entraîne pas d'effets dominos sur d'autres installations ni d'effets dangereux hors site.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Rétention des eaux d'extinction	Arrêté Préfectoral du 15/04/2009, article 7.6.7	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Surveillance des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 15/04/2009, article 4.3.11	Sans objet
2	Fréquence de surveillance des rejets aqueux	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3.1 § X	Sans objet
4	Propreté	Arrêté Préfectoral du 15/04/2009, article 2.3.1	Sans objet
5	Rejets air du poste de déconditionne	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3.4 § IX	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	ment des solvants		
6	Rejets air du broyage plastique	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3.2 § III	Sans objet
7	Rétention de la cuve enterrée de solvant	Arrêté Préfectoral du 15/04/2009, article Article 7.5.3	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant respecte les dispositions contrôlées. Il veille notamment à la bonne propreté de son site, ce qui contribue à limiter les impacts sur les eaux.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Surveillance des rejets aqueux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/04/2009, article 4.3.11
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eaux pluviales
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les eaux pluviales polluées et collectées dans les installations sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles pourront être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées ci-après :</p> <p>Référence du rejet vers le milieu récepteur n°1 - réseau pluvial de la ZAC :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Matières en suspension totales MEST : 35 mg/l</li> <li>- Demande biologique en oxygène DBO<sub>5</sub> : 40 mg/l</li> <li>- Demande chimique en oxygène DCO : 100 mg/l</li> <li>- Hydrocarbures totaux : 5 mg/l</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a indiqué réaliser des analyses des eaux pluviales avant rejet. Un bassin tampon est prévu sur le site.</p> <p>L'exploitant a présenté à l'Inspection un tableau mis à jour au 3 novembre 2025 présentant les résultats d'analyses. Des analyses apparaissent 1 à 4 fois par mois. Les paramètres et les seuils de l'arrêté sont pris en compte. Les résultats sont conformes.</p> <p>L'exploitant indique par ailleurs faire réaliser une fois par an des analyses sur d'autres paramètres convenus avec l'Inspection auparavant (cf. demande du rapport d'inspection de 2022). Les dernières analyses dont les résultats sont disponibles ont été réalisées sur un prélèvement du 11 octobre 2024. L'exploitant indique que de nouvelles analyses sont en cours (prélèvement réalisé</p>

début novembre 2025). L'exploitant ne signale pas d'impacts particuliers.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 2 : Fréquence de surveillance des rejets aqueux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3.1 § X
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eaux pluviales
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] les rejets d'eaux résiduaires respectent les valeurs limites de concentration et sont surveillés aux fréquences suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Matières en suspension MES : 60 mg/l, fréquence mensuelle ;</li> <li>- Demande chimique en oxygène DCO (4) : 180 mg/l, fréquence mensuelle ;</li> <li>- Carbone organique total COT (4) : 60 mg/l, fréquence mensuelle.</li> </ul> <p><i>(4) La valeur limite et la surveillance portent soit sur le COT soit sur la DCO.</i></p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'Inspection a constaté que la fréquence mensuelle et les valeurs limites sont respectées pour les matières en suspension et la DCO.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Rétention des eaux d'extinction**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/04/2009, article 7.6.7
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir les eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont équipés de dispositifs d'obturation afin de confiner les eaux sur le site.</p> <p>La capacité totale de confinement est d'environ 250 m<sup>3</sup>.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection a constaté la présence d'un bassin de rétention à l'emplacement indiqué dans le dernier porter à connaissance transmis.</p> <p>A noter : le dernier porter à connaissance transmis signale la mise en place de la nouvelle rétention « en cours de définition » nécessaire à cause d'une nouvelle cuve pour alimenter les canons incendie.</p> <p>L'exploitant indique qu'il est prévu d'installer la nouvelle cuve dans le cadre du projet de modification portée à connaissance récemment afin d'améliorer l'efficacité et d'augmenter les capacités des moyens de protection incendie du site.</p>

L'exploitant confirme que les moyens de rétention complémentaires des eaux d'extinction seront définis et mis en place avant la mise en fonction de la nouvelle cuve.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Demande 1 : L'Inspection demande à l'exploitant de transmettre à l'Inspection la description des moyens de rétention complémentaire choisis et mis en place pour assurer les besoins globaux de rétention définis dans le porter à connaissance pour Montmorot 1 (548m3) avant la mise en fonctionnement de la cuve de 300m3.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 4 : Propreté

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/04/2009, article 2.3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eaux pluviales
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.
<b>Constats :</b>  L'inspection a constaté que le site est maintenu propre et entretenu. Elle a constaté notamment la présence d'une balayeuse. L'exploitant indique que le site est nettoyé a minima une fois par semaine.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Rejets air du poste de déconditionnement des solvants

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3.4 § IX
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Air
<b>Prescription contrôlée :</b>  Valeurs limites d'émission et surveillance applicables aux installations de traitement physicochimique de déchets : - Régénération des solvants usés : COVT 30 mg/Nm <sup>3</sup> , fréquence semestrielle.
<b>Constats :</b>  Le courrier de l'exploitant du 10 février 2023 mentionne un projet de captation des émissions du poste de déconditionnement des solvants (zone C). L'Inspection a pu constater la présence de la captation. L'exploitant a présenté le rapport d'analyses des effluents gazeux provenant de la captation. Les prélèvements ont été réalisés le 26 février 2025. Les résultats sont conformes (12 mg/Nm <sup>3</sup> ).

L'exploitant indique que le rapport concernant les prélèvements réalisés en août dernier est toujours en attente.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Rejets air du broyage plastique**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3.2 § III
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Air
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Valeurs limites d'émissions et surveillance applicables aux installations de traitement mécanique de déchets pour les effluents gazeux :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Poussières : 5 mg/Nm<sup>3</sup> ou 10 mg/Nm<sup>3</sup> lorsqu'un filtre en tissu n'est pas applicable, fréquence semestrielle.</li> </ul> <p>Traitement mécanique des déchets à valeur calorifique</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- COVT : 30 mg/Nm<sup>3</sup>, fréquence semestrielle</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le courrier de l'exploitant du 10 février 2023 mentionne un projet de captation des émissions du broyeur de déchets d'emballages plastiques (zone G). L'Inspection a pu constater la présence de la captation. L'exploitant a présenté le rapport d'analyses des effluents gazeux provenant de la captation. Les prélèvements ont été réalisés le 26 février 2025.</p> <p>Les résultats sont conformes (2,5 mg/Nm<sup>3</sup>). L'exploitant indique que le rapport concernant les prélèvements réalisés en août dernier est toujours en attente.</p> <p>L'exploitant a également réalisé des mesures en COVt (11 mg/Nm<sup>3</sup>).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Rétention de la cuve enterrée de solvant**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/04/2009, article Article 7.5.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Fuite de solvant
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <p>100 % de la capacité du plus grand réservoir.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection a remarqué dans le dernier porter à connaissance la présence d'une cuve enterrée de</p>

35 m<sup>3</sup> de gazole.

L'exploitant a présenté à l'Inspection le dispositif de détection de fuites (cuve double-parois) permettant de prévenir une éventuelle pollution des sols par le gazole.

**Type de suites proposées :** Sans suite